



RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DU RWANDA AUX ACCUSATIONS DE SOUTIEN AUX GROUPES ARMÉS EN RDC

Le 21 décembre 2022

Accuser le Rwanda de soutenir le groupe armé congolais M23 est infondé et détourne l'attention des causes profondes de ce conflit persistant à l'Est de la RDC, ce qui a un impact sur la sécurité des pays voisins, y compris le Rwanda.

C'est une erreur de confondre les mesures mises en place par le Rwanda pour protéger ses frontières avec le soutien à un groupe armé particulier en RDC. Cette accusation récurrente et vieille sape les efforts des leaders régionaux pour arriver à une paix durable, en particulier les initiatives de Nairobi et de Luanda, envers lesquelles le Rwanda est pleinement engagé.

Comme tous les états à travers le monde, le Rwanda a le droit à l'intégrité territoriale et se réserve le droit de défendre ses citoyens et ses frontières contre toute attaque. Ces dernières années, l'intégrité territoriale du Rwanda a été régulièrement violée par les FARDC et les FDLR, notamment par une attaque brutale en octobre 2019 à Kinigi, zone touristique au nord du Rwanda, lors de laquelle 14 civils innocents ont été tués. Plus tôt cette année, plusieurs incidents transfrontaliers ont également eu lieu, notamment des tirs de roquettes ; des incursions par des soldats des forces armées congolaises ; ainsi qu'une violation de l'espace aérien rwandais par un avion de chasse congolais en novembre dernier. Ceci s'ajoute au ciblage des zones frontalières du Rwanda par les FDLR qui se battent aux côtés des FARDC contre d'autres groupes armés à l'Est de la RDC.

Il est surprenant de constater que personne ne demande au Gouvernement de la RDC de rendre compte de ses échecs à éradiquer les plus de 130 groupes armés sur son territoire, et à sanctionner les graves abus commis contre les civils par les forces armées congolaises et ses groupes armés auxiliaires, y compris la milice génocidaire FDLR, qui a été protégée depuis des dizaines d'années en RDC.

Les autorités congolaises ont également permis la propagation des discours de haine anti-rwandophone et anti-Tutsi et d'incitation publique à des lynchages et des violences ciblées tels que détaillés dans des rapports des Nations Unies et d'autres organisations régionales et internationales.

Le Rwanda accueille plus de 80 000 réfugiés congolais vivant dans des camps, beaucoup d'entre eux depuis plus de 20 ans. La communauté internationale devrait avoir le courage de trouver une solution à la question de la persécution d'un groupe particulier de citoyens congolais, ainsi que le droit que des réfugiés de ce même groupe ont, de retourner dans leur pays en toute sécurité au lieu de languir de manière permanente dans des camps.

Tenter de gérer des situations complexes simplement en répétant et en amplifiant les fausses allégations du Gouvernement de la RDC ne peut mener à des solutions. Notamment, le « massacre de Kishishe » est une fabrication du Gouvernement de la RDC attribué au M23 qui s'est rapidement répandu sans qu'aucune enquête ait été conduite par une entité crédible pour établir les faits, malgré des indications que cet incident soit en fait une confrontation armée entre le M23 et des groupes armés illégaux alliés aux FARDC. Ceci est symbolique de la manière dont le désordre a été encouragé et maintenu depuis des décennies en RDC.

Il est utile de rappeler que l'opération de maintien de la paix des Nations Unies « MONUSCO », qui est présente en RDC depuis plus de 22 ans et qui coûte plus d'un milliard de dollars par an, à montrer peu de résultats. Accuser le Rwanda reflète un refus de la part de la communauté internationale de faire face aux causes profondes du conflit à l'Est de la RDC, et de demander des comptes à l'État ainsi qu'aux acteurs non-étatiques qui ont supervisé cet échec.

FIN